

## **Scénario pour une sortie de la crise de l’Euro.**

### **Une alternative aux politiques d’austérité ; une nouvelle donne en Europe.**

#### **I- Redynamiser le projet Européen.**

Mener une campagne d’information sur la place géostratégique de l’Europe aujourd’hui et faire prendre conscience de la nécessité de mieux affirmer le destin commun des peuples d’Europe qui représentent un ensemble de 500 millions de personnes dans un monde de 7 milliards d’individus encore en croissance démographique. A l’issue de cette campagne les Etats conviennent qu’il leur appartient de financer les investissements publics qui contribuent au bien-être et à la protection de la population ; les services publics qui réduisent les inégalités, l’éducation, la formation professionnelle, le système de santé, la sécurité nationale et la défense nationale, la R&D à long terme, les infrastructures publiques, l’entretien du patrimoine public. A cette fin ils affirment la nécessité d’être solidaires.

#### **II- Restaurer la souveraineté des Etats sur la monnaie et les activités financières.**

La plupart des monnaies utilisées en Europe dont l’Euro ne sont plus des monnaies souveraines c’est à dire que les banques centrales ne peuvent plus prêter directement aux Etats. En période de crise les Etats doivent pouvoir emprunter auprès des banques centrales (BCE pour les pays de l’Euro et banques centrales nationales pour les autres) et à un taux faible afin que tous les investissements publics indispensables soient financés sans appel aux marchés de capitaux et cela jusqu’au plein emploi des ressources humaines disponibles. Les budgets de fonctionnement courants des Etats doivent être entièrement financés par l’impôt mais les dépenses d’investissements publics peuvent et doivent être financées par un déficit couvert par les banques centrales. A cet effet l’article 123 du traité de Lisbonne doit être abrogé, le pacte de stabilité revu et une nouvelle donne immédiatement engagée pour planifier et financer des investissements publics contribuant au maintien et si possible à l’accroissement de la richesse de chaque nation. Les emprunts contractés par les Etats auprès des banques centrales doivent être souscrits en monnaie nationale ou en euros et la valeur de chaque monnaie se déterminer librement sur le marché des changes ; La création monétaire au profit des banques doit être soigneusement encadrée pour éviter tout aléa moral (par titrisation des prêts aventureux, financement de fonds d’investissements prédateurs...) et recentrer l’action des acteurs financiers sur leur métier principal à savoir le financement de l’économie réelle par des prêts dont ils sont entièrement responsables de la bonne fin (annulation pure et simple des contrats de type CDS). La séparation des activités de banque de dépôt et de banque d’investissement est souhaitable.

#### **III- Faire de l’Europe un ensemble fort, homogène et solidaire**

La pratique de la préférence Européenne inscrite dans les traités doit être renforcée, les investissements publics et privés nécessitant le recours à la main d’œuvre la moins coûteuse possible doivent être d’abord envisagés dans les pays d’Europe les moins favorisés afin de réduire progressivement l’écart des coûts de main d’œuvre qui sont actuellement de plus de 1 à 10. L’application des règles de concurrence libre et non faussée ne doit pas interdire comme actuellement les regroupements souhaitables d’entreprises européennes ni les investissements publics de R&D favorisant l’émergence de nouvelles technologies dans les entreprises européennes. A cette fin une politique de développement concertée s’appuyant sur des administrations spécifiques au plan local, régional et national doit être mise en place.

Il faudra également mieux protéger le patrimoine européen en contrôlant soigneusement les demandes d’acquisition par des acteurs non européens concernant les entreprises stratégiques, les infrastructures et le patrimoine matériel et intellectuel des Etats européens.